



# Stratégies innovantes pour stimuler le travail des adultes et lutter contre le travail des enfants

Observations tirées d'un projet pilote novateur déployé dans les communautés productrices de cacao en Côte d'Ivoire proposant des transferts monétaires et une main-d'œuvre adulte subventionnée.

Avril 2024



International  
**COCOA**  
Initiative

# Protéger les enfants et leur famille dans les communautés productrices de cacao

L'International Cocoa Initiative (ICI) est une organisation multipartite à but non lucratif qui s'emploie à améliorer la vie des enfants et des adultes vivant dans les communautés productrices de cacao. Nous sommes des experts sur le travail des enfants et le travail forcé dans le secteur du cacao ; nous donnons des conseils aux gouvernements et

Avec le soutien de :



[www.cocoainitiative.org](http://www.cocoainitiative.org) | [info@cocoainitiative.org](mailto:info@cocoainitiative.org)

**Secrétariat ICI en Suisse**

Chemin de Balaxert 9,  
1219 Châtelaine | Suisse  
+41 22 341 47 25

**Bureau national ICI en Côte d'Ivoire**

Il Plateaux, 7ème Tranche, Lot 3244, Ilot 264,  
Abidjan-Cocody | Côte d'Ivoire  
+225 27 22 52 70 97

**Bureau national ICI au Ghana**

No. 16, Djanie Ashie Street,  
East-Legon | Accra | Ghana  
+233 302 998 870

## Sommaire

<b>Synthèse</b>	<b>6</b>
<b>Historique et contexte</b>	<b>7</b>
<b>Questions d'apprentissage</b>	<b>8</b>
<b>Sources des données et méthodes</b>	<b>9</b>
<b>Observations</b>	<b>10</b>
Qui décidait de la manière de dépenser l'argent au sein du ménage bénéficiaire ?	10
Comment l'argent a-t-il été dépensé ?	10
Comment les bénéficiaires ont-ils utilisé les Groupements de Service Communautaire ?	12
En quoi le projet a-t-il bénéficié aux enfants, aux familles et aux relations au sein de la communauté ?	17
Quels autres commentaires les bénéficiaires des transferts monétaires ont-ils faits ?	19
<b>Conclusions</b>	<b>20</b>
<b>Annexe</b>	<b>22</b>

## Synthèse

Ce rapport présente les résultats d'un projet pilote qui consistait à faire un transfert monétaire inconditionnel unique à une sélection de ménages producteurs de cacao et à octroyer une subvention en cas de recrutement de main-d'œuvre adulte. En facilitant le recours aux *Groupes de Service Communautaire* – des équipes d'adultes formés et équipés qui proposent des services agricoles à un prix abordable aux familles productrices locales – le projet avait pour but de proposer aux ménages un moyen alternatif d'accomplir des travaux agricoles qui auraient autrement été réalisés par des enfants.

Le projet a été déployé dans quinze communautés de cinq régions en Côte d'Ivoire entre les mois d'avril et d'août 2022. Un total de 584 familles productrices de cacao ont reçu le transfert monétaire, soit parce qu'un cas de travail des enfants avait auparavant été identifié par le biais d'un Système de Suivi et de Remédiation du Travail des Enfants (SSRTE), soit parce que le ménage avait été jugé « vulnérable » par un comité local d'évaluation des besoins sur la base d'un ensemble de critères définis.

### Principales conclusions

Ce projet pilote montre qu'un transfert monétaire inconditionnel accompagné d'une incitation à le dépenser dans une main-d'œuvre adulte constitue une méthode prometteuse pour accroître la résilience des ménages et lutter contre le travail des enfants dans les communautés productrices de cacao en Côte d'Ivoire. En renforçant les moyens de subsistance des familles productrices tout en stimulant l'offre de main-d'œuvre adulte abordable au sein de la communauté, cette mesure peut être une composante efficace d'une stratégie de prévention et de remédiation du travail des enfants.

Les bénéficiaires ont dépensé l'argent du transfert monétaire dans la main-d'œuvre, la nourriture, l'équipement agricole, et dans l'éducation des enfants. Près de la moitié d'entre eux se sont servi de l'argent pour recourir aux Groupes de Service Communautaire et ont dépensé en moyenne la moitié de la somme reçue pour s'offrir leurs services.

Les personnes participantes ont rapporté un niveau élevé de satisfaction relative à la qualité des services fournis par ces groupements. Elles ont également indiqué que faire appel à un Groupe de Service Communautaire a diminué leur charge de travail, limitant ainsi le besoin de faire travailler les enfants sur l'exploitation.

Le projet a induit une hausse de la demande pour les Groupes de Service Communautaire dans les communautés cibles, et celle-ci est restée élevée même après que le programme de subvention a pris fin. Dans certains cas, la demande a excédé les capacités des groupements. Certains groupes ont répondu à cette demande en renforçant leurs capacités et leur degré de professionnalisme. En outre, nous avons remarqué que de nouveaux Groupes de Service Communautaire ont été créés par de jeunes entrepreneurs sans soutien externe dans cinq communautés du projet.

Ce projet a été bénéfique pour les enfants de plusieurs manières. Les enfants ont notamment moins travaillé sur l'exploitation. Certaines familles ont perçu le transfert monétaire car leur enfant avait été identifié comme astreint au travail des enfants par le biais d'un SSRTE, ce qui nous permet de mesurer leurs progrès dans la durée. Deux tiers de ces enfants (soit 66 %) avaient cessé d'effectuer des tâches dangereuses lors de la dernière visite de suivi en date. Si ces chiffres se rapportent à un petit échantillon d'enfants, ils laissent néanmoins penser que le transfert monétaire, couplé à une incitation à le dépenser dans de la main-d'œuvre adulte, est une mesure particulièrement efficace. Cette observation devra être confirmée par de nouvelles visites de suivi et des recherches plus approfondies.

Globalement, les bénéficiaires des transferts monétaires, les personnes représentantes des coopératives, les leaders communautaires et les membres des Groupes de Service Communautaire ont recommandé de

prolonger le programme de transfert monétaire dans les communautés où il a été testé et de le transposer à une plus grande échelle pour qu'il couvre davantage de communautés. Il a été également conseillé d'apporter plus de soutien aux Groupements de Service Communautaire afin que ces derniers puissent absorber les besoins croissants et pour que davantage de familles puissent profiter de leurs services. Comme pour tous les programmes de transfert monétaire, la question de savoir qui bénéficiera de ce soutien est délicate. Nos observations mettent en évidence l'importance de se baser sur des critères de sélection transparents et de les communiquer clairement dans les communautés cibles afin d'éviter tout malentendu.

## Historique et contexte

Le recours au travail des enfants est une pratique répandue dans la production du cacao en Côte d'Ivoire. Le taux de prévalence s'élève à environ 41 % parmi les enfants vivant dans des ménages producteurs de cacao. Les causes profondes comprennent la pauvreté du ménage, la difficulté d'accéder à de la main-d'œuvre adulte, et des moyens de subsistance particulièrement vulnérables aux chocs.<sup>1</sup>

Pour remédier au travail des enfants en améliorant la résilience des ménages cacaoyers, la fondation International Cocoa Initiative, avec le soutien de la Fondation Jacobs et de Touton, a lancé un programme pilote novateur de transfert monétaire combiné à une subvention pour inciter les bénéficiaires à employer de la main-d'œuvre adulte. Les ménages producteurs de cacao ont ainsi reçu un transfert monétaire unique de CFA 50 000 (environ EUR 76). Si le ou la bénéficiaire décidait d'utiliser la totalité ou une partie de cet argent pour employer un Groupe de Service Communautaire (voir Encadré 1 pour une introduction sur ce concept) pour accomplir le travail agricole, la fondation ICI versait une subvention supplémentaire au groupe correspondant au montant dépensé dans la main-d'œuvre (jusqu'à un maximum de CFA 50 000 supplémentaires).

Le projet a été déployé dans quinze communautés situées dans cinq régions en Côte d'Ivoire. Le transfert monétaire a été versé à 584 familles productrices de cacao entre avril et mai 2022. Le programme de subvention était valide jusqu'en août 2022.

Parmi les ménages bénéficiaires du transfert monétaire, 350 étaient couverts par un SSRTE,<sup>2</sup> mis en place par la fondation ICI ou l'un de ses partenaires. Pour ces familles productrices, l'argent a été versé en tant que mesure de « remédiation » lorsqu'un cas de travail des enfants était identifié dans leur ménage. Les autres 234 familles productrices ont été sélectionnés pour recevoir cet argent par un comité local d'évaluation des besoins. La priorité a été accordée aux ménages répondant aux critères de vulnérabilité suivants :

- Ménage dirigé par une femme, un parent célibataire, un enfant ou une personne âgée ;
- Ménage accueillant au moins un enfant non biologique ;
- Ménage ayant au moins un enfant déscolarisé.

Au sein de ces ménages, le ou la bénéficiaire du transfert était :

- i. le membre enregistré auprès de la coopérative, pour les ménages couverts par le SSRTE ; ou
- ii. le chef du ménage, pour les ménages non couverts par le SSRTE mais sélectionnés par le comité local d'évaluation des besoins.

---

<sup>1</sup>Unicef (2018) [Les droits de l'enfant dans les zones cacaoyères de Côte d'Ivoire](#)

<sup>2</sup> Pour une introduction générale au fonctionnement des SSRTE, voir [Systèmes de Suivi et de Remédiation du Travail des Enfants | ICI Cocoa Initiative](#).

Parmi les ménages couverts par le SSRTE, 5,5 % des bénéficiaires du transfert étaient des femmes, ce qui est conforme au fait que les membres des coopératives sont majoritairement des hommes. Parmi les ménages sélectionnés par les comités locaux, 33,3 % des bénéficiaires étaient des femmes (un « ménage géré par une femme » était l'un des critères utilisés pour identifier les ménages vulnérables nécessitant un soutien).

### Encadré 1 : Que sont les Groupes de Service Communautaire ?

Les Groupes de Service Communautaire sont des groupes d'adultes qui ont été équipés et formés pour réaliser des tâches agricoles à un prix abordable pour les familles productrices de leur communauté. De nombreux groupements proposent des services à crédit, ce qui signifie que les familles productrices ne paient qu'une fois leurs produits vendus. Au sein des projets de la fondation ICI, les groupes sont encouragés à diviser l'argent qu'ils gagnent grâce aux services fournis en trois et à l'investir de la manière suivante : un tiers à partager entre les membres du groupe, un tiers à investir dans les activités communautaires pour les enfants, et un tiers pour entretenir et renouveler les équipements et pour continuer de former les employés. Ces groupes contribuent à lutter contre le travail des enfants en rendant la main-d'œuvre adulte plus facilement accessible, en réalisant des tâches qui seraient autrement effectuées par des enfants, et en soutenant des projets en faveur des enfants au sein de la communauté. Les membres du groupe disent qu'ils bénéficient également de ce système, car ils sont formés à de meilleures techniques agricoles et ont accès à des équipements qui peuvent contribuer à améliorer les rendements de leurs propres exploitations. En outre, ils peuvent compter sur les membres du groupement lorsqu'ils ont besoin d'une aide supplémentaire.

## Questions d'apprentissage

Le projet d'innovation a été testé pour évaluer sa faisabilité et son efficacité en vue de l'intégrer aux systèmes existants visant à prévenir et remédier au travail des enfants dans les ménages cacaoyers s'il s'avère efficace.

Ce rapport donne un aperçu des résultats de l'intervention et répond aux questions suivantes :

- Parmi les ménages bénéficiaires, qui décidait comment dépenser l'argent perçu ?
- Comment le transfert monétaire a-t-il été utilisé ? Existe-t-il des différences entre les tendances de dépense des hommes et celles des femmes ?
- Quelle part du transfert monétaire a été utilisée pour payer la main-d'œuvre fournie par les Groupes de Service Communautaire ?
- Quelle part du transfert monétaire a été dépensée dans d'autres sources de main-d'œuvre et pourquoi, le cas échéant ?
- Le transfert monétaire (ou une partie) a-t-il été dépensé dans des activités directement en faveur des enfants ? Si oui, dans quelles activités ?
- Si les bénéficiaires du transfert ont investi l'argent dans des services fournis par un Groupe de Service Communautaire, ces groupes ont-ils été capables d'absorber la demande supplémentaire ?
- De quelle manière le projet a-t-il influencé les revenus et la dynamique des Groupes de Service Communautaire, durant et après la fin du programme de transfert monétaire ?
- Le transfert monétaire a-t-il contribué à réduire ou prévenir la participation des enfants à des tâches dangereuses ? A-t-il favorisé leur assiduité scolaire ?

## Sources des données et méthodes

Une combinaison de méthodes qualitatives et quantitatives a été utilisée pour répondre aux questions précédentes. Ci-dessous sont présentées les données récoltées auprès de différents groupes de parties prenantes.

Tableau 1 : Aperçu des sources de données<sup>3</sup>

	Avant le début du projet	4 à 6 mois après les transferts monétaires	14 à 16 mois après les transferts monétaires
	mars-mai 2022	septembre 2022	juillet-août 2023
<b>Ménages bénéficiaires du transfert</b>	Enquête initiale auprès du chef du ménage (n=621)	Enquête finale auprès du chef du ménage (n=584) Discussions de groupe avec des hommes (n=15) et des femmes (n=11) des ménages bénéficiaires	Entretiens qualitatifs (n=42)
<b>Groupes de Service Communautaire</b>		Discussions de groupe, une dans chaque communauté bénéficiaire (n=15), comprenant la récolte de chiffres clés sur les activités et les revenus du groupement	Entretiens qualitatifs avec les membres des groupements (n=14)
<b>Personnes Interlocutrices clés au sein de la communauté</b>		Discussions de groupe avec les leaders communautaires (un dans chaque communauté bénéficiaire, n=15) et les personnes représentantes des coopératives (n=8)	

En plus des données récoltées dans le cadre du projet, les données du SSRTE concernant 63 enfants vivant dans les communautés du projet ont été analysées pour comprendre l'évolution de la participation des enfants à des tâches dangereuses au cours du projet.

Les **enquêtes initiale et finale effectuées auprès des ménages bénéficiaires** ont été réalisées avec la personne du ménage qui a reçu l'argent ou avec un autre membre du ménage adulte apte à répondre lorsque le destinataire n'était pas disponible.

L'enquête comprenait des outils qualitatifs et quantitatifs et couvrait les sujets suivants :

- Informations démographiques sur les membres du ménage
- Caractéristiques de l'exploitation
- Pratiques de recrutement de main-d'œuvre, y compris recours aux Groupes de Service Communautaire (avant et après le transfert monétaire)
- Utilisation du transfert monétaire (enquête finale)

<sup>3</sup> Parmi tous les enregistrements des groupes de réflexion, huit ont dû être ignorés en raison d'une traduction inexacte ou de réponses hors sujet. Un total de 55 groupes de réflexion a servi de base pour notre étude.

- Retour d'information sur le transfert monétaire, y compris le montant perçu et la date à laquelle il a été versé (enquête finale)

Les 621 ménages cacaoyers sélectionnés pour recevoir l'argent ont participé à l'enquête initiale. Un total de 584 ménages ont effectivement reçu le transfert monétaire<sup>4</sup> et ont été inclus dans l'enquête finale (pour plus d'informations sur l'échantillon, divisé par communauté, voir Annexe Tableau A1). La fondation ICI a formé une équipe de recenseurs externes pour réaliser les enquêtes à l'aide d'une méthode de récolte de données mobile.

## Observations

### Qui décidait de la manière de dépenser l'argent au sein du ménage bénéficiaire ?

L'argent a été transféré via application mobile, soit à la personne enregistrée en tant que membre de la coopérative (pour les ménages couverts par le SSRTE), soit au chef du ménage (pour les ménages non couverts par le SSRTE). En moyenne, le destinataire était une femme dans 12,5 % des cas. Selon l'enquête finale, dans environ 95 % des ménages, la personne recevant l'argent était également celle qui prenait principalement les décisions liées à la manière d'utiliser cet argent. Cela signifie que les hommes étaient les principaux décideurs.

Pour maximiser les bienfaits du transfert monétaire produits sur les enfants, davantage d'importance aurait pu être donnée à la promotion active d'une prise de décisions plus inclusive au sein du ménage. Le transfert aurait également pu directement être fait au(x) membre(s) du ménage chargé(s) des décisions concernant les enfants. Les études précédentes montrent que les femmes privilégient la santé, la nutrition et l'éducation de leur famille lorsqu'elles ont le pouvoir sur les décisions financières du ménage.<sup>5</sup>

### Comment l'argent a-t-il été dépensé ?

Quatre à six mois après les transferts monétaires, 94 % des bénéficiaires ont déclaré avoir dépensé tout le montant reçu, environ 5 % en avaient dépensé une partie, et 1 % (quatre ménages) avait conservé le montant total pour un usage ultérieur.

Les quatre domaines les plus récurrents dans lesquels l'argent a été investi étaient **la main-d'œuvre, la nourriture, l'équipement agricole et l'éducation des enfants. Plus de 70 % des bénéficiaires ont dépensé au moins une partie de l'argent dans la main-d'œuvre agricole**, y compris celle des Groupes de Service Communautaire ou d'autres sources (voir Tableau 1). Environ 35 % des ménages ont dépensé une partie de l'argent dans l'éducation des enfants.

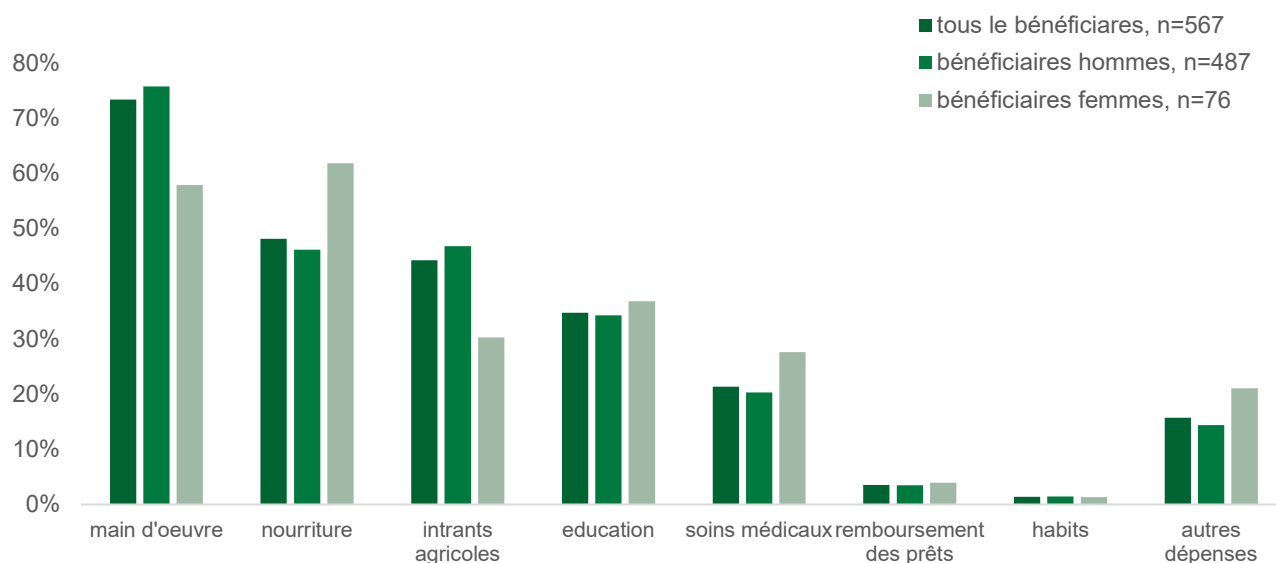
---

<sup>4</sup> Les 46 ménages restants sélectionnés n'ont pas pu percevoir le transfert monétaire en raison de leur absence durant la distribution, d'un déménagement, ou du décès du destinataire.

<sup>5</sup> Pour des informations empiriques et une discussion plus approfondie sur la dynamique de la prise de décisions entre hommes et femmes dans les ménages producteurs de cacao, voir par exemple [KIT-Viability-Report-2022.pdf](#)



Illustration 1: Domaines de dépense

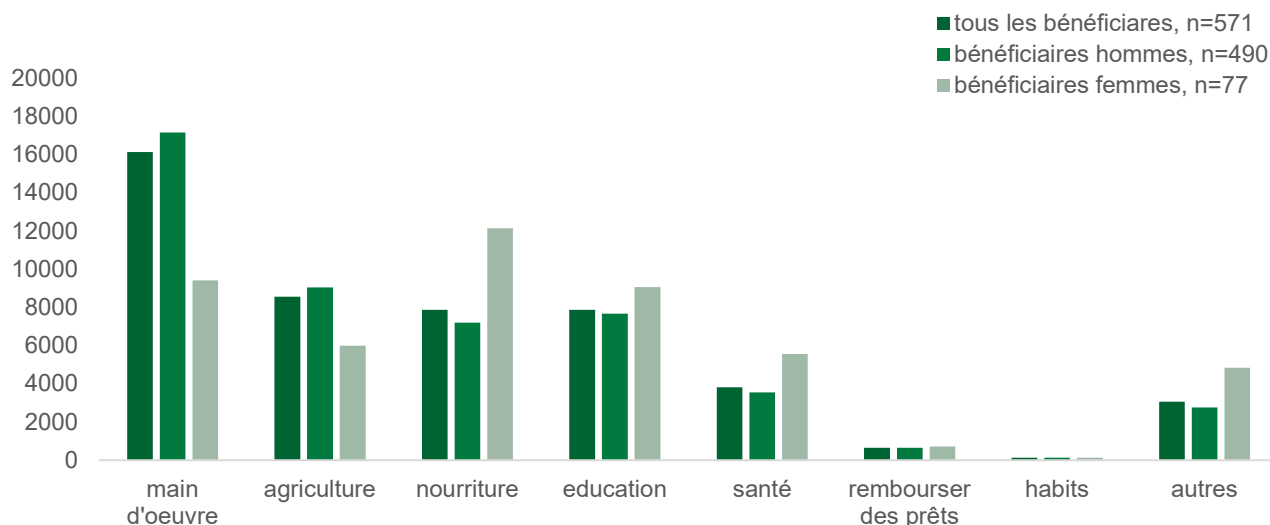


Différentes tendances ont été constatées entre les dépenses des destinataires hommes et celles des destinataires femmes. Par exemple, 76 % des hommes ont dépensé au moins une partie de l'argent dans la main-d'œuvre salariée, contre seulement 58 % des femmes. Les hommes étaient également bien plus susceptibles de dépenser l'argent dans l'achat d'équipements ou d'intrants agricoles, ce qu'ont déclaré avoir fait 48 % des bénéficiaires hommes contre 30 % des bénéficiaires femmes. En revanche, la part de femmes ayant dépensé au moins une partie de l'argent dans la nourriture s'élevait à 61 %, contre 46 % chez les hommes. Les femmes étaient également plus susceptibles de dépenser une partie de l'argent dans des traitements médicaux ou des médicaments pour des membres de leur famille, et légèrement plus susceptibles (avec une différence de deux points de pourcentage) de dépenser une partie de l'argent dans l'éducation des enfants.

Aucune différence n'a été observée entre les tendances de dépenses des ménages couverts par un SS RTE et celles des ménages non couverts.

Les ménages ont également été invités à estimer la somme d'argent dépensée dans chacun des domaines listés comme étant les plus importants. Les montants les plus importants ont été dépensés dans le recrutement de main-d'œuvre, avec une moyenne de CFA 14 900 dépensés par ménage. Le recrutement de la main-d'œuvre est suivi par l'équipement et les intrants agricoles, avec une dépense moyenne d'environ CFA 8000, puis par la nourriture et l'éducation des enfants, avec une dépense moyenne de CFA 7300 (voir illustration 2).

Illustration 2: Montant du transfert monétaire dépensé dans les différents domaines (FCFA)



## Comment les bénéficiaires ont-ils utilisé les Groupements de Service Communautaire ?

Au total, 72 % des bénéficiaires du transfert monétaire ont alloué la totalité ou une partie de l'argent au recrutement de main-d'œuvre. Parmi eux, deux tiers ont fait appel à un Groupe de Service Communautaire dans les trois mois précédant l'enquête finale. Parmi les ménages qui ont utilisé le transfert monétaire pour s'offrir les services de ces groupes, la somme moyenne dépensée par les ménages (sans inclure la subvention supplémentaire octroyée par la fondation ICI) était de CFA 21 250 (EUR 32,50), soit un peu moins de la moitié du montant total du transfert monétaire. Cinq ménages ont investi non seulement la totalité de la somme dans les Groupes de Service Communautaire, mais aussi une somme supplémentaire issue de leur propre poche (la subvention maximale payée par la fondation ICI était le montant du transfert monétaire, même si le ménage décidait de dépenser plus d'argent dans le **Groupe de Service Communautaire**). Aucune différence significative n'a été observée entre les dépenses investies dans les Groupes de Service Communautaire des ménages couverts par le SSRTE et celles des ménages non couverts.

De tous les bénéficiaires du transfert, 24 % n'ont pas recouru aux Groupes de Service Communautaire, mais ont employé des travailleurs par le biais d'autres canaux. Ils ont indiqué une des trois raisons principales de ce choix :

- La demande pour les Groupes de Service Communautaire excédait (temporairement) leurs capacités : *« Tout le monde veut travailler avec le Groupe de Service Communautaire en même temps, mais à cette période de l'année, ils sont très occupés. J'ai donc constitué un groupe de 30 jeunes personnes de mon village pour m'aider. »*
- Le Groupe de Service Communautaire est trop éloigné du campement<sup>6</sup> où se trouve le terrain de la famille productrice : *« Le Groupe de Service Communautaire est trop éloigné, donc nous ne pouvons pas recourir à ses services [...] alors j'ai demandé au petit groupe d'entraide du campement de m'aider. »*

<sup>6</sup>Hameau satellite à l'écart du village principal. Dans certains cas, regroupements informels.

- L'ignorance de l'existence du Groupe de Service Communautaire et de l'offre de subvention : « *Je ne savais pas que je pouvais recourir au Groupe de Service Communautaire et qu'il serait en partie payé par la fondation ICI.* »

Les ménages ont fait appel aux Groupes de Service Communautaire pour une variété de services : le plus souvent pour **défricher les champs** (rapporté par tous les bénéficiaires qui ont mandaté les groupes après avoir reçu le transfert monétaire), **pulvériser des pesticides** (plus de la moitié), et pour **élaguer** (environ un tiers). En comparant la demande pour différents types de services avant et après le transfert monétaire, nous constatons que si le défrichage des champs et la pulvérisation de pesticides étaient déjà des tâches régulièrement effectuées par les Groupes de Service Communautaire avant le projet, la demande pour des services d'élagage a fortement augmenté, passant de seulement 10 % à 33 % des agriculteurs. Globalement, les données suggèrent que le projet a élargi la gamme de services pour lesquels le Groupe de Service Communautaire est sollicité, et qu'il a augmenté la part de familles productrices employant le groupement pour d'autres services liés à la culture alimentaire, comme l'ensemencement ou la récolte du riz et la préparation du sol pour la production d'ignames.



### Les familles productrices sont-elles satisfaites de la qualité des services fournis par les Groupes de Service Communautaire ?

Les données quantitatives révèlent un niveau global élevé de satisfaction parmi les familles productrices concernant la qualité des services fournis par les Groupes de Service Communautaire. Les familles ont déclaré que les groupes accomplissaient le travail qui leur était confié de manière rapide et exhaustive, en suivant fidèlement leurs instructions.

Les agricultrices ont ajouté que maintenant que les Groupes de Service Communautaire étaient réactivés, leur mari employait de la main-d'œuvre pour réduire leur propre charge de travail, et qu'ils **sollicitaient ainsi moins leurs enfants pour les tâches agricoles**, comme l'illustre cette déclaration :

*« Le Groupe de Service Communautaire a réduit la charge de travail qui reposait exclusivement sur les épaules de nos maris. Le Groupe de Service Communautaire peut défricher plus d'un hectare par jour. Grâce à leurs services, nos enfants travaillent peu désormais. »*

La plupart des agriculteurs et agricultrices questionnés 14 à 16 mois après le versement de l'argent ont annoncé qu'ils et elles continuaient d'être très satisfaits de la qualité des services des **Groupes de Service Communautaire**. Nombre d'entre eux et elles ont continué de recourir à leurs services même une fois l'offre de subvention expirée, notamment parce que le Groupe de Service Communautaire a décidé de réduire son tarif journalier (voir ci-dessous). Certains ont déclaré qu'ils auraient aimé que le programme de subvention accompagnant le transfert monétaire se poursuive pour qu'ils puissent continuer de profiter de leurs services.

### Comment le projet a-t-il affecté les Groupes de Service Communautaire ?

Les Groupes de Service Communautaire existaient déjà dans toutes les communautés bénéficiaires au début du projet. Cependant, lorsque le projet a commencé, ils ont reçu une formation actualisée et de nouveaux équipements. Ces formations abordaient différents thèmes, notamment comment appliquer des produits agrochimiques de manière correcte et sûre ainsi que des méthodes de gestion de groupe. La **subvention visant à inciter l'utilisation d'une main-d'œuvre adulte a stimulé le recours aux Groupes de Service Communautaire**. Si certains Groupes de Service Communautaire n'avaient pas été sollicités du tout durant les trois mois précédant le transfert monétaire, tous les groupes dans les communautés cibles ont été employés au moins une fois au cours des trois mois suivant le transfert. **Le revenu moyen d'un Groupe de Service Communautaire durant l'intervention a augmenté de plus de 700 %**, passant d'un revenu moyen de CFA 72 000 durant les trois mois précédant la récolte de données initiales à CFA 617 133 durant l'intervention (y compris l'argent payé directement et les subventions supplémentaires octroyées par la fondation ICI).

Les données qualitatives révèlent également que les Groupes de Service Communautaire ont apprécié le flux de revenus plus prévisible et rapide grâce aux subventions, qu'ils recevaient à la fin de chaque mois contre présentation de factures. Traditionnellement, les Groupes de Service Communautaire offrent souvent leurs services à crédit, permettant ainsi aux familles productrices d'attendre de percevoir leur revenu issu du cacao, ce qui engendre un risque de défaut de paiement de la part de certaines familles. Cet avantage qu'a procuré le projet a été mentionné par plusieurs **groupes** durant les discussions de groupe :

- *« Nous n'avons plus de problèmes de défaut de paiement. Avant de fournir le service, nous recevons une partie de la famille productrice et l'autre partie de la fondation ICI. »*
- *« Le processus est fiable parce que ceux à qui nous avons fourni des services ont respecté le système de paiement, aussi bien les bénéficiaires que la fondation ICI. »*



Les Groupes de Service Communautaire ont également apprécié la formation et le nouvel équipement qu'ils ont reçus dans le cadre du projet. Certains groupes ont également indiqué que le nouvel équipement avait incité des jeunes hommes de la communauté à rejoindre les Groupes de Service Communautaire.

### Comment les Groupes de Service Communautaire ont-ils utilisé leurs revenus ?

Lorsque les groupes ont expliqué comment ils prévoyaient d'utiliser le revenu perçu lors des discussions de groupe, tous ont indiqué qu'ils prévoyaient de suivre le même principe d'allocation des revenus qu'ils suivaient depuis la formation du groupe, avant le projet de transfert monétaire. Selon ce principe, les revenus sont divisés en trois. Le premier tiers est investi dans des projets en faveur des enfants de la communauté, notamment ceux soutenant les écoles locales. Le deuxième tiers est investi dans l'entretien ou le remplacement des équipements de travail utilisés par le groupe (notamment les vêtements de protection). Le dernier tiers est distribué entre les membres. Selon les données récoltées un an après la fin du projet, trois groupes ont fait don d'une partie de leurs revenus à l'école locale pour des travaux de rénovation et des fournitures scolaires.

Les données récoltées confirment également que le projet a donné un nouvel élan aux groupes, comme l'illustrent les déclarations suivantes faites par des membres durant les discussions de groupe :

- *« Avant le projet, nous n'avions pas beaucoup de demandes, mais depuis l'arrivée du projet, nos services sont devenus de plus en plus importants et nous avons gagné de l'argent. »*
- *« Avant [le projet], les parents utilisaient les enfants dans les plantations. Maintenant, ils nous sollicitent pour travailler à la place des enfants. »*
- *« Avant, les familles productrices disaient que nos services étaient trop chers et il nous était difficile d'obtenir tout l'argent dû après le service. »*
- *« Les familles nous sollicitent beaucoup plus qu'avant parce qu'elles savent qu'une partie de l'argent sera versée par la fondation ICI. »*

### Comment les Groupes de Service Communautaire se portent-ils depuis la fin du programme de subvention ?

**Globalement, la dynamique positive générée par le projet pour les activités des Groupes de Service Communautaire a été maintenue après la période du projet dans la plupart des communautés.** Des entretiens avec les groupes tenus 16 mois après la fin des transferts monétaires ont montré que la demande totale pour leurs services avait augmenté comparé à avant le projet.

**Dans 12 des 14 communautés visitées, le Groupe de Service Communautaire a poursuivi ses activités,** tandis que dans deux communautés, le groupement est devenu inactif. Parmi les douze groupes qui existaient avant le début du projet de transfert monétaire et de subvention, six ont enregistré des nouveaux membres depuis la fin du projet. Le nombre de membres des six autres groupes est resté stable. Le nombre total de membres de Groupes de Service Communautaire avait augmenté de 123 à 177 en juillet 2023.

Les groupes actifs avaient en moyenne quatre missions par mois et une composition de tâches similaire à celle durant la période du projet. Les membres du Groupe de Service Communautaire ont indiqué que les anciens bénéficiaires de transferts monétaires qui avaient profité de l'offre de subvention durant le projet étaient désormais leur groupe de clients le plus important, et ont précisé que l'expérience positive du projet avait induit ce changement. Cependant, les Groupes de Service Communautaire ont également été employés par d'autres membres de la communauté, qui n'avaient pas reçu de transfert monétaire.

Parmi les douze Groupes de Service Communautaire actifs, sept ont décidé d'abaisser leur tarif par personne et par jour de CFA 5000 à CFA 3000 après la fin du projet afin de s'adapter aux budgets de leurs clients. Ils ont remis en place les mêmes modalités de paiement qu'avant le projet, offrant aux familles productrices des services à crédit à rembourser après la récolte de cacao.

**Les revenus moyens des Groupes de Service Communautaire qui ont poursuivi leurs activités étaient plus élevés de 8 %** après la fin du projet comparé à la période précédant le projet, **signe d'une hausse importante de la quantité de travail**, étant donné que le tarif journalier avait baissé de 40 %.

En plus d'un nombre croissant de missions et des revenus élevés durables, les membres du groupe ont également indiqué que la gestion de groupe était devenue plus professionnelle. Un membre du Groupe de Service Communautaire à Kouadiokro a déclaré :

*« Nous avons un bureau bien organisé. Nous avons à présent un conseiller en cas de litige, une personne qui supervise et contrôle la qualité de nos services, et nous sommes bien équipés. »*



Plusieurs groupes ont investi une partie de leurs revenus dans de nouveaux équipements. En parlant de leurs plans pour utiliser les revenus, cinq des douze groupes ont annoncé qu'ils voulaient commencer à mettre en place de nouvelles activités génératrices de revenus, notamment un élevage de poules ou une pépinière de palmiers à huile ; trois groupes ont dit vouloir faire don d'une partie de cet argent à l'école locale ; et trois groupes ont annoncé vouloir investir les revenus dans des équipements.

En plus de ces résultats positifs à long terme dans les Groupes de Service Communautaire existants, **de nouveaux Groupes de Service Communautaire ont été créés dans cinq des communautés du projet** (y compris dans une communauté où l'ancien Groupe de Service Communautaire était devenu inactif) **pour répondre à la demande accrue pour leurs services**. En moyenne, ces nouveaux groupes comptaient dix membres et suivaient en grande partie le modèle économique des groupes existants. Deux des nouveaux groupes ont acheté des équipements à leurs propres frais et ont demandé au Groupe de Service Communautaire existant dans leur communauté de leur servir de mentor pour s'assurer qu'ils proposent des services de haute qualité. Les trois autres nouveaux Groupes de Service Communautaire ne disposaient que de machettes et n'offraient qu'une gamme limitée de services.

Pour conclure, conformément aux observations un an après la fin du projet, **le système argent + subvention a stimulé la demande pour les services des Groupes de Service Communautaire**. Certains groupes ont répondu à cette demande en augmentant leurs capacités et leur professionnalisme. Il reste à voir si

l'abaissement des tarifs journaliers peut être maintenu sur le long terme. En outre, nous pouvons constater que si dans certaines communautés, les jeunes entrepreneurs réussissent à établir de nouveaux Groupes de Service Communautaire sans soutien externe, dans d'autres lieux, les jeunes auront besoin d'une aide pour obtenir la formation et les équipements de protection dont ils ont besoin.

## En quoi le projet a-t-il bénéficié aux enfants, aux familles et aux relations au sein de la communauté ?

### Effets perçus sur la participation des enfants au travail et à l'école

Conformément aux données quantitatives et qualitatives récoltées, **le projet a eu un effet positif sur les enfants : leur participation au travail des enfants a diminué et des fonds supplémentaires ont été dégagés pour financer leur éducation.** Plusieurs bénéficiaires des transferts monétaires ont déclaré que la main-d'œuvre abordable proposée par les Groupes de Service Communautaire leur a permis d'impliquer moins souvent leurs enfants dans des tâches agricoles dangereuses. De nombreuses familles ont également déclaré avoir utilisé l'argent pour financer l'éducation de leurs enfants.

*« Aujourd'hui, avec ce projet, les enfants ont du repos. Grâce aux conseils et à l'aide reçus, [les parents] ne font plus appel à leurs enfants pour les tâches difficiles. »*

*« Maintenant, les enfants ont le temps d'étudier et de s'amuser, parce qu'ils ne vont plus travailler aux champs... »*

Certains bénéficiaires ont également déclaré que le transfert monétaire leur a permis de payer des consultations médicales et d'autres frais liés à la santé de leurs enfants, sans devoir contracter un emprunt.

### Résultats tirés des données du SSRTE

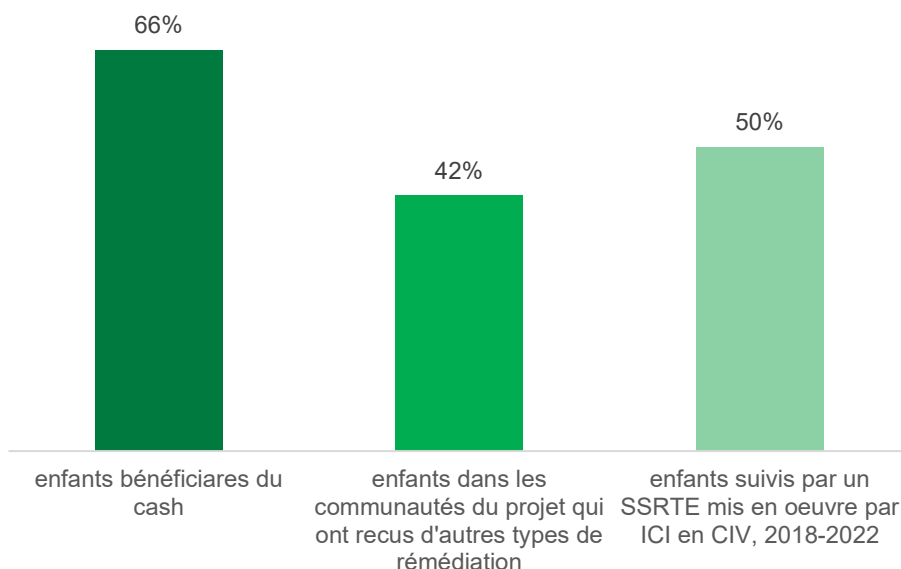
Parmi les bénéficiaires du transfert monétaire, 350 sont couverts par un Système de Suivi et de Remédiation du Travail des Enfants (SSRTE). Dans deux des communautés bénéficiaires, le SSRTE est déployé par la fondation ICI. Cela nous a permis d'analyser les dossiers de suivi des enfants précédemment identifiés comme étant astreints au travail des enfants dans ces communautés.

Nous avons des dossiers de suivi datant de la période entre septembre 2022 et février 2023 (après que le transfert monétaire a été versé et utilisé) pour 81 enfants précédemment identifiés comme étant astreints au travail des enfants dans les deux communautés. Parmi ceux-ci, les familles de 18 enfants ont bénéficié du programme de transfert monétaire et de subvention, tandis que les familles de 63 enfants ont bénéficié d'une solution de remédiation différente.

**Parmi les enfants dont les familles ont bénéficié du programme de transfert monétaire et de subvention, 66 % ont cessé d'effectuer des tâches dangereuses selon la visite de suivi organisée après que la famille a reçu l'argent.** Ce taux de « remédiation réussie » (qui devra être confirmé par au moins une visite de suivi supplémentaire après six mois) est plus élevé que le taux moyen d'enfants cessant toute activité dangereuse, qui se situe en moyenne à environ 50 % d'après la dernière visite de suivi en date (voir [ICI-CLMRS-Effectiveness-Review\\_EN.pdf \(cocoainitiative.org\)](#)). Si nous comparons ce taux aux 63 enfants dans les mêmes communautés qui ont précédemment été identifiés comme astreints au travail des enfants, qui ont reçu une autre solution de remédiation et qui ont été suivis durant la même période (septembre 2022 à février 2023), le taux d'enfants ayant cessé de travailler au moment de cette visite est encore plus bas, à environ 41 %.

**Même s'il s'agit d'un petit échantillon d'enfants, ces résultats indiquent que le système de transferts monétaires couplés aux subventions pour les services des Groupes de Service Communautaire a été particulièrement efficace pour soustraire les enfants au travail dangereux.**

Illustration 3: % d'enfants précédemment identifiés comme étant astreints au travail des enfants, n'effectuant plus de tâches dangereuses (selon la visite de suivi après la distribution de l'argent, sept. 2022-fév. 2023)



### Effets perçus sur les familles, les communautés et les coopératives

D'après les données qualitatives récoltées dans les discussions de groupe, le projet a également contribué à renforcer et améliorer la qualité des relations familiales. Certains bénéficiaires ont mentionné qu'en employant davantage de main-d'œuvre, ils ont pu passer plus de temps avec leur famille et leurs enfants, par exemple :

*« Avant, avec la charge de travail, nous n'avions pas le temps de nous occuper de nos familles. Grâce aux Groupes de Service Communautaire, nous, les producteurs, avons désormais suffisamment de temps pour prendre soin de notre famille. »*

Certains bénéficiaires et Groupes de Service Communautaire ont également mentionné que l'intervention les a aidés à accroître la sécurité alimentaire de leur famille. Ils ont déclaré que la productivité de leur argent et de leurs plantations alimentaires a augmenté, un résultat dû au fait qu'ils disposaient de plus de main-d'œuvre, mais aussi de fonds additionnels à investir dans des intrants agricoles.

Les personnes représentantes des coopératives locales ont dit avoir constaté un intérêt accru des familles productrices à rejoindre les coopératives :

*« Nous avons constaté de grands changements grâce à ce soutien. Il nous a apporté de nouveaux membres dans la coopérative. Ceux qui étaient réticents à l'idée de rejoindre la coopérative sont prêts à venir et à en profiter. »*

En ce qui concerne les relations communautaires, les données qualitatives ont révélé des effets positifs et négatifs.

Certains bénéficiaires ont indiqué que la réactivation des Groupes de Service Communautaire a renforcé la cohésion au sein de la communauté et a créé une dynamique positive entre les jeunes :

*« Ce projet a rendu nos jeunes plus responsables et les a poussés à s'entraider. »*

*« Nous avons senti la présence d'un groupe actif, ce qui a motivé les autres jeunes à rejoindre un groupe pour travailler. »*

D'autres ont dénoncé de l'envie et du ressentiment chez les membres de la communauté qui n'ont pas été choisis pour recevoir un transfert monétaire. Certains membres de la communauté ont exprimé de la frustration



vis-à-vis du processus de sélection, qu'ils considéraient comme injuste, comme l'a par exemple déclaré un représentant de la coopérative :

*« Nous ne sommes pas satisfaits du processus de sélection des bénéficiaires suivi par la fondation ICI : nos producteurs n'ont pas été privilégiés, et certains bénéficiaires ne méritaient pas de recevoir ces fonds. »*

## Quels autres commentaires les bénéficiaires des transferts monétaires ont-ils faits ?

**La plupart des bénéficiaires du transfert monétaire (soit 94 %) ont déclaré que le transfert a répondu à leurs besoins.** Une grande partie des bénéficiaires ont également affirmé que la période du transfert monétaire a été bien choisie. Les déclarations suivantes des bénéficiaires de l'enquête finale illustrent ces opinions :

- *« J'étais dans une situation difficile quand j'ai reçu l'argent. Je devais payer pour la scolarisation de mon enfant, et j'ai pu le faire grâce à cet argent. Nous n'avions plus de nourriture à la maison. Avec cet argent, j'ai acheté un sac de riz pour que mes enfants aient quelque chose à manger. »*
- *« Si je n'avais pas été sélectionné pour ce projet, mon fils serait peut-être décédé. Cet argent m'a permis de l'envoyer à l'hôpital. Ma famille traversait aussi une période de famine. J'ai donc utilisé une partie de cet argent pour acheter un sac de riz. J'ai investi le reste dans des produits agrochimiques pour traiter mon champ. »*
- *« D'habitude, nous devons faire travailler nos enfants, mais maintenant, avec ces fonds, j'ai fait appel au Groupe de Service Communautaire. »*
- *« Je suis âgé et je ne peux pas entretenir mon champ par moi-même. J'ai pu embaucher de la main-d'œuvre. »*

Parmi les 6,4 % de bénéficiaires qui ont déclaré que le montant était insuffisant, certains ont expliqué que le coût de la main-d'œuvre nécessaire pour leurs champs était supérieur au montant du transfert monétaire. Le montant de CFA 100 000 a été déterminé pour couvrir deux à trois interventions du Groupe de Service Communautaire par bénéficiaire, comme le désherbage, le défrichage des terres et la pulvérisation de produits phytosanitaires.

**Près d'un quart des bénéficiaires (23 %) ont rapporté du ressentiment ou de la jalousie de la part d'autres familles qui n'avaient pas reçu de transfert,** en particulier de la part d'autres membres des mêmes coopératives, comme la sélection de déclarations suivante l'illustre :

- *« Mon frère m'a dit que lui aussi faisait partie de la coopérative depuis de nombreuses années et qu'il devrait également bénéficier du projet, comme moi. »*
- *« Des gens sont venus chez moi pour se plaindre en disant qu'il y avait une discrimination dans la sélection des bénéficiaires, puisqu'eux aussi sont membres de la coopérative. »*
- *« Les gens se sont plaints du nombre de bénéficiaires dans la région et pensaient que j'avais dû donner quelque chose pour être choisi. »*
- *« Mon voisin était contrarié que je sois l'un des bénéficiaires et lui non, d'autres gens dans le village ont dit que c'était par favoritisme. »*

Un total de 34 bénéficiaires (environ 6 %) ont aussi déclaré qu'ils ou elles avaient été approchés par des proches qui cherchaient à leur emprunter de l'argent après qu'ils ont reçu le transfert monétaire. Cependant, étant donné que la fondation ICI avait donné pour consigne aux destinataires de dépenser le transfert monétaire uniquement pour les besoins du ménage, seuls quatre d'entre eux ont accepté de prêter de l'argent à des proches.

## Conclusions

**Les résultats de ce projet pilote montrent qu'un transfert monétaire inconditionnel, combiné à une incitation à le dépenser dans de la main-d'œuvre adulte, est un moyen prometteur d'accroître la résilience des ménages et de lutter contre le travail des enfants dans les communautés productrices de cacao en Côte d'Ivoire.** En renforçant les moyens de subsistance des familles agricultrices tout en stimulant l'offre de main-d'œuvre adulte abordable au sein de la communauté, cette mesure peut être une composante efficace d'une stratégie de prévention et de remédiation du travail des enfants.

Les bénéficiaires du transfert ont déclaré que le paiement unique de CFA 50 000 représentait un montant suffisant leur permettant d'embaucher de la main-d'œuvre adulte, d'investir dans leurs activités agricoles, et de payer l'éducation de leurs enfants. La période à laquelle le transfert monétaire unique a été réalisé (avril-mai) avait effectivement une influence sur la manière dont l'argent a été dépensé, puisque les frais de scolarité sont facturés au début de l'année scolaire et que les besoins en main-d'œuvre pour préparer les champs, notamment pour l'élagage et la pulvérisation, connaissent leur pic entre mars et juillet. Cependant, une partie considérable de l'argent a été utilisée pour couvrir les besoins essentiels du ménage, notamment la nourriture et les soins de santé.

Les données montrent des différences dans les tendances de dépenses entre les hommes et les femmes. Dans les ménages où l'argent a été versé à une femme, une partie plus importante de l'argent a été dépensée dans la nourriture et les soins de santé, et une partie plus faible dans l'agriculture. Pour garantir que le transfert monétaire produise un bienfait direct sur les familles et les enfants, ces résultats suggèrent qu'**il est nécessaire d'encourager activement la prise de décisions inclusive au sein des ménages**, afin de permettre aux femmes de communiquer leurs priorités.

Les données des enquêtes et des groupes de discussion indiquent également qu'**il conviendrait de mieux communiquer au sein des communautés cibles pour garantir que le processus de sélection des bénéficiaires soit transparent et accepté** par tous les membres de la communauté, et pour éviter le ressentiment et l'impression que le soutien a été alloué de manière injuste.

L'enquête finale a montré que **la demande de main-d'œuvre était continuellement élevée chez les familles productrices bénéficiaires : plus de deux tiers ont dépensé une partie de l'argent dans de la main-d'œuvre**. Le montant dépensé dans de la main-d'œuvre était également supérieur à tous les autres domaines de dépense. Nous concluons que le choix des sources de main-d'œuvre des familles productrices peut considérablement varier en fonction de la disponibilité de l'argent et qu'**encourager et inciter les familles à employer de la main-d'œuvre adulte a un effet considérable sur la diminution de la participation des enfants à des tâches agricoles**.

Les données laissent également entendre que **la subvention a fortement encouragé le recours aux Groupements de Service Communautaire et qu'elle a aidé à réactiver des groupements dormants**, un effet qui était encore perceptible un an après la fin du projet. Cependant, dans plusieurs communautés, le niveau de la demande a excédé la capacité des groupements à y répondre à court terme, ce qui signifie que tous les ménages qui voulaient profiter de cette option ne le pouvaient pas. Une année après la fin du projet, nous avons remarqué que les communautés s'étaient adaptées à la demande élevée constante en accroissant le nombre de membres au sein des Groupements de Service Communautaire, et même en créant de nouveaux groupements.

**Dans l'ensemble, les bénéficiaires du transfert, les personnes représentantes des coopératives, les leaders communautaires et les membres des Groupements de Service Communautaire ont recommandé que le système argent + subvention soit prolongé dans les communautés où il a été testé et qu'il soit transposé à plus grande échelle pour atteindre davantage de communautés.** Il a été également

conseillé d'apporter plus de soutien aux Groupements de Service Communautaire pour qu'ils puissent absorber l'augmentation de la demande et pour que davantage de familles puissent profiter de leurs services.

LA fondation ICI a élaboré un guide de mise en place dédié pour éclairer les acteurs souhaitant répliquer cette intervention, par exemple dans le cadre d'un programme de développement durable d'une entreprise, ou en tant que service offert par les coopératives à leurs membres. Il contient d'autres conseils sur la manière de concevoir une telle intervention pour qu'elle soit facilement mise à l'échelle et pour maximiser les bienfaits pour toutes les parties prenantes.

## Annexe

Tableau A1. Aperçu de l'échantillon initial et final

Communauté	# total de bénéficiaires	# de ménages participant à l'enquête initiale	# de ménages participant à l'enquête finale
PK8	89	87	81
BIENOUFLA	115	124	123
KOFFIKRO	76	78	77
KOUADIOKRO	52	52	49
AHONDO	44	44	43
ABRADINE 1	36	42	41
KOFFI KOUAKOUKRO	7	4	4
TAKOA	40	40	40
KOUDOUYO	35	43	43
SIMONKRO	9	12	12
MBRAKRO	21	22	18
KAYO	13	15	13
BALEYO	19	23	23
KOUASSIKANKRO	8	9	9
AMANIKRO	20	26	22
<b>Total</b>	<b>584</b>	<b>621</b>	<b>598</b>